

Maître d'Ouvrage



MULHOUSE EXPO SAEML
120 Rue Lefebvre
68100 MULHOUSE

Marché de Travaux

Installation d'enseignes directionnelles par écrans digitaux sur le site du Parc des expositions de Mulhouse

Architecte :

AEA Architectes
3A rue du 22 Novembre 67000 STRASBOURG
Tél : 03 90 23 58 00

Economie de la construction :

Alpha Process
1 rue des Alpes
68390 SAUSHEIM
Tél : 03 89 33 72 65

PHASE DCE

Règlement de Consultation (RC)

Pour les lots 1 VRD, lot 2 Electricité, lot 4 Enseignes

Offre à remettre pour le : 19/05/2025 à 12h00

SOMMAIRE

1 - ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
1.1 - Objet de la consultation.....	3
1.2 - Etendue de la consultation.....	3
1.3 - Décomposition de la consultation.....	3
1.4 - Conditions de participation des concurrents.....	3
2 - ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - Durée - Délais d'exécution	4
2.2 - Variantes.....	4
2.3 - Délai de validité des offres	4
2.4 - Visite.....	4
3 - ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS.....	5
3.1 - Le Maître d'Ouvrage	5
3.2 - La Maîtrise d'œuvre	5
3.3 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs (SPS).....	5
4 - ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
5 - ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
5.1 - Document à produire.....	7
5.2 - Variantes.....	8
6 - ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
6.1 - Suite à donner à la consultation	9
7 - ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS.....	10
8 - ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
8.1 - Demande de renseignements	11
8.2 - Mise en concurrence sans suite.....	11
8.3 - Documents complémentaires.....	11
8.4 - Procédures de recours.....	11

1 - ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **l'installation d'enseignes directionnelles par écrans digitaux sur le site du Parc des expositions de Mulhouse**

Lieu(x) d'exécution : Rue Lefebvre à Mulhouse

1.2 - Etendue de la consultation

La procédure de consultation et d'attribution utilisée est la Procédure Adaptée avec mise en concurrence préalable selon le code de la commande publique. Procédure adaptée ouverte à la négociation.

La procédure d'exécution des marchés utilisée est la procédure d'exécution des marchés selon la norme NFP 03-001 mise à jour en 2017, et son CCAG.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations seront réalisées en 4 lots.

Les lots sont composés d'une tranche ferme.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres s'il est lui-même mandataire d'un groupement.

2 - ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Durée - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés dans l'annexe « CALENDRIER PREVISIONNEL PRO DCE ».

2.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Visite

Une visite est souhaitée.

Les dates proposées sont les suivantes :

- Mercredi 30 avril 2025, le matin de 8h30 à 9h30.
- Mercredi 7 mai 2025, le matin de 8h30 à 9h30.

3 - ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS

3.1 - Le Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage est : **MULHOUSE EXPO SAEML**
120 Rue Lefebvre
68100 MULHOUSE

Représentant du maître d'ouvrage : Monsieur le Directeur Général du Parc des Expositions de
MULHOUSE

3.2 - La Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par : **AEA Architectes**
3A rue du 22 Novembre
67000 STRASBOURG

Représentant du maître d'œuvre: Richard LANG

3.3 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

Un plan de prévention sera remis et expliqué aux entreprises retenues.

4 - ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Les DPGF
- Les plans et pièces graphiques
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables à la norme NFP 03-001 mise à jour en 2017
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.)

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante :
<https://alsacemarchespublics.eu>.

Offre réf : Enseignes-direct-Phase1-Parvis

Aucun envoi du dossier de consultation ne sera effectué sur support physique électronique.

5 - ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Document à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

Au titre des justifications à produire prévues aux articles R.2142-1 à R.2142-16 R ;2142-25 R2143-3 et R2143-à R 2143-26 du Code de la Commande Publique, le candidat devra fournir :

- Une lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner établie sur papier libre (il est conseillé de joindre l'imprimé DC1 téléchargeable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment complétée et précisant :
 - Le nom et l'adresse du candidat,
 - Si le candidat se présente seul ou en groupement : dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire.
- Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (il est conseillé de joindre l'imprimé DC2 téléchargeable sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) comprenant :
 - La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - La liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat ;
 - La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - L'indication des titres d'études et professionnels du candidat et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de service ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat.

Les entreprises récemment créées sont exonérées de la fourniture des pièces ci-dessus demandées (références sur les 3 dernières années et le chiffre d'affaires sur les 3 derniers exercices). Toutefois, ces entreprises pourront apporter tout élément permettant à la personne publique d'apprécier leur capacité à exécuter le marché. Elles pourront ainsi se prévaloir des capacités professionnelles de leurs responsables.

L'absence de référence par rapport à l'objet du marché ne peut justifier l'élimination de la candidature.

En cas de groupement, ces renseignements sont à fournir par chaque cotraitant.

Pour justifier de ses capacités, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui (sous-traitants, filiales...).

Pour en justifier, le candidat produit les mêmes documents concernant cet ou ces opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, le candidat produira un engagement écrit de l'opérateur économique pour justifier qu'il disposera de ses capacités pour l'exécution des prestations.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours.

NOTA :

Présentation de candidature sous forme DUME conformément à l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique :

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel, à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernées et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées. Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes, daté et signé : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), à accepter sans aucune modification, daté et signé
- La DPGF, dûment remplie, datée et signée
- Un mémoire technique justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant, comprenant notamment :
 - Les moyens humains et matériels affectés au chantier
 - Les références travaux pour des chantiers qualitatifs similaires
 - Les procédures d'exécution des travaux et notice techniqueCe document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Le planning prévisionnel détaillé des travaux

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5.2 - Variantes

Aucune variante à l'initiative du candidat n'est autorisée.

6 - ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques et financières Capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot 1 VRD, lot 2 Electricité, lot 4 Enseignes :

Critères	Pondération
1 – Prix des prestations	60 %
2 – Valeur technique	40 %

Prix des prestations :

Un nombre maximal de 60 points sera attribué aux entreprises pour ce critère en fonction de la formule de calcul suivante :

$$N = 60 \times \frac{\text{Montant de l'offre la moins-disante}}{\text{Montant de l'offre analysée}}$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le détail quantitatif estimatif / bordereau des prix unitaires et l'Acte d'Engagement, l'Acte d'Engagement prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Valeur technique :

Un nombre maximal de 40 points sera attribué aux entreprises pour ce critère apprécié au vu du mémoire technique justificatif (disposition que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations/travaux le concernant). La notation sera décomposée de la manière suivante :

- Moyens humains et matériels 10 points
- Références de réalisation de chantier similaires 10 points
- Notice technique procédures d'exécution, et délai 10 points
- Qualité des matériels et matériaux proposés 10 points

6.1 - Suite à donner à la consultation

A l'issue de l'analyse des offres, un classement sera établi. La maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec les trois candidats les mieux classés. A défaut d'un nombre d'offre suffisant, la négociation pourra être engagée avec le ou les candidats les mieux classés.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la négociation reste une faculté pour la maîtrise d'ouvrage, à laquelle elle n'est pas tenue.

La négociation pourra porter sur différents éléments du cahier des charges et pourra se faire en réunion collégiale ou par échange électronique.

7 - ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS

La transmission des documents se fait uniquement par voie électronique à l'adresse suivante : <https://alsacemarchespublics.eu>.

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles qui étaient exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

microsoft word : .doc

microsoft excel : .xls

portable document format : .pdf

OpenOffice writer : .odt

OpenOffice spread sheet : .ods

Autocad : .dwg

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Dans l'immédiat, la dématérialisation de la procédure des marchés publics s'arrête, pour le pouvoir adjudicateur, au stade de la réception des offres. Ces dossiers font l'objet d'une opération de rematérialisation à cette échéance et les candidats s'engagent donc à accepter l'éventuelle signature manuscrite d'un accord cadre sous format papier, sans procéder à la moindre modification des documents. Toute modification apportée aux documents constituant l'offre est en effet interdite et entraînerait le rejet de l'offre.

8 - ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront transmettre leur demande au plus tard le 12/05/2025 12h00 auprès des référents suivants :

Demande d'ordre administratif :

MULHOUSE EXPO SAEML

120 Rue Lefebvre

68100 MULHOUSE

Tél. : 03.89.46.80.00

Messagerie : accueil.parc@parcexpo.fr

Demande d'ordre technique :

AEA Architectes : s.claude@architectes.aea.com

Une réponse sera alors adressée via la plateforme électronique à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé.

8.2 - Mise en concurrence sans suite

Le Directeur Général du Parc des Expositions de MULHOUSE pourra, à tout moment, décider de ne pas donner suite à la mise en concurrence.

8.3 - Documents complémentaires

Sans objet.

8.4 - Procédures de recours

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG Cedex

Tél. 03 88 21 23 23

Fax. 03 88 36 44 66

Courriel : greffe.ta.strasbourg@juradm.fr

<http://strasbourg.tribunal-administratif>

Maître d'Ouvrage



MULHOUSE EXPO SAEML
120 Rue Lefebvre
68100 MULHOUSE

Marché de Travaux

Installation d'enseignes directionnelles par écrans digitaux sur le site du Parc des expositions de Mulhouse

Architecte :

AEA Architectes
3A rue du 22 Novembre 67000 STRASBOURG
Tél : 03 90 23 58 00

Economie de la construction :

Alpha Process
1 rue des Alpes
68390 SAUSHEIM
Tél : 03 89 33 72 65

PHASE DCE

Règlement de Consultation (RC)

Pour le LOT 03 ECRANS D'AFFICHAGE DIGITAUX

Offre à remettre pour le : 19/05/2025 à 12h00

SOMMAIRE

1 - ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
1.1 - Objet de la consultation.....	3
1.2 - Etendue de la consultation.....	3
1.3 - Décomposition de la consultation.....	3
1.4 - Conditions de participation des concurrents.....	3
2 - ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - Durée - Délais d'exécution	4
2.2 - Variantes.....	4
2.3 - Délai de validité des offres	4
2.4 - Visite	4
3 - ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS.....	5
3.1 - Le Maître d'Ouvrage	5
3.2 - La Maîtrise d'œuvre	5
3.3 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs (SPS).....	5
4 - ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
5 - ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
5.1 - Document à produire.....	7
5.2 - Variantes.....	8
6 - ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
6.1 - Suite à donner à la consultation	9
7 - ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS.....	10
8 - ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
8.1 - Demande de renseignements	11
8.2 - Mise en concurrence sans suite.....	11
8.3 - Documents complémentaires.....	11
8.4 - Procédures de recours.....	11

1 - ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **l'installation d'enseignes directionnelles par écrans digitaux sur le site du Parc des expositions de Mulhouse**

Lieu(x) d'exécution : Rue Lefebvre à Mulhouse

1.2 - Etendue de la consultation

La procédure de consultation et d'attribution utilisée est la Procédure Adaptée avec mise en concurrence préalable selon le code de la commande publique. Procédure adaptée ouverte à la négociation.

La procédure d'exécution des marchés utilisée est la procédure d'exécution des marchés selon la norme NFP 03-001 mise à jour en 2017, et son CCAG.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations seront réalisées en 4 lots.

Les lots sont composés d'une tranche ferme.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres s'il est lui-même mandataire d'un groupement.

2 - ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Durée - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés dans l'annexe « CALENDRIER PREVISIONNEL PRO DCE ».

2.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Visite

Une visite est souhaitée.

Les dates proposées sont les suivantes :

- Mercredi 30 avril 2025, le matin de 8h30 à 9h30.
- Mercredi 7 mai 2025, le matin de 8h30 à 9h30.

3 - ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS

3.1 - Le Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage est : **MULHOUSE EXPO SAEML**
120 Rue Lefebvre
68100 MULHOUSE

Représentant du maître d'ouvrage : Monsieur le Directeur Général du Parc des Expositions de MULHOUSE

3.2 - La Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par : **AEA Architectes**
3A rue du 22 Novembre
67000 STRASBOURG

Représentant du maître d'œuvre: Richard LANG

3.3 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

Un plan de prévention sera remis et expliqué aux entreprises retenues.

4 - ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Les DPGF
- Les plans et pièces graphiques
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables à la norme NFP 03-001 mise à jour en 2017
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.)

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante :
<https://alsacemarchespublics.eu>.

Offre réf : Enseignes-direct-Phase1-Parvis

Aucun envoi du dossier de consultation ne sera effectué sur support physique électronique.

5 - ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Document à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

Au titre des justifications à produire prévues aux articles R.2142-1 à R.2142-16 R ;2142-25 R2143-3 et R2143-à R 2143-26 du Code de la Commande Publique, le candidat devra fournir :

- Une lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner établie sur papier libre (il est conseillé de joindre l'imprimé DC1 téléchargeable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment complétée et précisant :
 - Le nom et l'adresse du candidat,
 - Si le candidat se présente seul ou en groupement : dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire.
- Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (il est conseillé de joindre l'imprimé DC2 téléchargeable sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) comprenant :
 - La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - La liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat ;
 - La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - L'indication des titres d'études et professionnels du candidat et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de service ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat.

Les entreprises récemment créées sont exonérées de la fourniture des pièces ci-dessus demandées (références sur les 3 dernières années et le chiffre d'affaires sur les 3 derniers exercices). Toutefois, ces entreprises pourront apporter tout élément permettant à la personne publique d'apprécier leur capacité à exécuter le marché. Elles pourront ainsi se prévaloir des capacités professionnelles de leurs responsables.

L'absence de référence par rapport à l'objet du marché ne peut justifier l'élimination de la candidature.

En cas de groupement, ces renseignements sont à fournir par chaque cotraitant.

Pour justifier de ses capacités, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui (sous-traitants, filiales...).

Pour en justifier, le candidat produit les mêmes documents concernant cet ou ces opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, le candidat produira un engagement écrit de l'opérateur économique pour justifier qu'il disposera de ses capacités pour l'exécution des prestations.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours.

NOTA :

Présentation de candidature sous forme DUME conformément à l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique :

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel, à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernées et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées. Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes, daté et signé : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), à accepter sans aucune modification, daté et signé
- La DPGF, dûment remplie, datée et signée
- Un mémoire technique justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant, comprenant notamment :
 - Les moyens humains et matériels affectés au chantier
 - Les références travaux pour des chantiers qualitatifs similaires
 - Les procédures d'exécution des travaux et notice techniqueCe document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Le planning prévisionnel détaillé des travaux

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5.2 - Variantes

Aucune variante à l'initiative du candidat n'est autorisée.

6 - ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques et financières Capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot 3 Ecrans d’Affichage Digitaux :

Critères	Pondération
1 – Prix des prestations	40 %
2 – Valeur technique	60 %

Prix des prestations :

Un nombre maximal de 40 points sera attribué aux entreprises pour ce critère en fonction de la formule de calcul suivante :

$$N = 40 \times \frac{\text{Montant de l'offre la moins-disante}}{\text{Montant de l'offre analysée}}$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le détail quantitatif estimatif / bordereau des prix unitaires et l'Acte d'Engagement, l'Acte d'Engagement prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Valeur technique :

Un nombre maximal de 60 points sera attribué aux entreprises pour ce critère apprécié au vu du mémoire technique justificatif (disposition que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations/travaux le concernant). La notation sera décomposée de la manière suivante :

- Moyens humains et matériels 10 points
- Références de réalisation de chantier similaires 15 points
- Notice technique, procédures d'exécution, et délai 15 points
- Qualité des matériels et matériaux proposés 20 points

6.1 - Suite à donner à la consultation

A l'issue de l'analyse des offres, un classement sera établi. La maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec les trois candidats les mieux classés. A défaut d'un nombre d'offre suffisant, la négociation pourra être engagée avec le ou les candidats les mieux classés.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la négociation reste une faculté pour la maîtrise d'ouvrage, à laquelle elle n'est pas tenue.

La négociation pourra porter sur différents éléments du cahier des charges et pourra se faire en réunion collégiale ou par échange électronique.

7 - ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS

La transmission des documents se fait uniquement par voie électronique à l'adresse suivante : <https://alsacemarchespublics.eu>.

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles qui étaient exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

microsoft word : .doc

microsoft excel : .xls

portable document format : .pdf

OpenOffice writer : .odt

OpenOffice spread sheet : .ods

Autocad : .dwg

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Dans l'immédiat, la dématérialisation de la procédure des marchés publics s'arrête, pour le pouvoir adjudicateur, au stade de la réception des offres. Ces dossiers font l'objet d'une opération de rematérialisation à cette échéance et les candidats s'engagent donc à accepter l'éventuelle signature manuscrite d'un accord cadre sous format papier, sans procéder à la moindre modification des documents. Toute modification apportée aux documents constituant l'offre est en effet interdite et entraînerait le rejet de l'offre.

8 - ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront transmettre leur demande au plus tard le 12/05/2025 12h00 auprès des référents suivants :

Demande d'ordre administratif :

MULHOUSE EXPO SAEML

120 Rue Lefebvre

68100 MULHOUSE

Tél. : 03.89.46.80.00

Messagerie : accueil.parc@parcexpo.fr

Demande d'ordre technique :

AEA Architectes : s.claude@architectes.aea.com

Une réponse sera alors adressée via la plateforme électronique à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé.

8.2 - Mise en concurrence sans suite

Le Directeur Général du Parc des Expositions de MULHOUSE pourra, à tout moment, décider de ne pas donner suite à la mise en concurrence.

8.3 - Documents complémentaires

Sans objet.

8.4 - Procédures de recours

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG Cedex

Tél. 03 88 21 23 23

Fax. 03 88 36 44 66

Courriel : greffe.ta.strasbourg@juradm.fr

<http://strasbourg.tribunal-administratif>